

LA PRESSE EN REVUE...

MARDI 29 SEPTEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) Même pas honte
- 2) A l'assaut du cholestérol
- 3) «Les antibiotiques, c'est pas automatique.»
- 4) Il spéculé pour la famille Le Pen
- 5) Front républicain ?
- 6) Loin des yeux loin du coeur ...

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Claude Guéant et quatre préfets devant le tribunal correctionnel



Le procès des frais d'enquête détournés par des responsables du cabinet Sarkozy au ministère de l'intérieur s'ouvre lundi. Claude Guéant, Michel Gaudin, Daniel Canepa, Michel Camux et Gérard Moisselin vont comparaître. Selon un référé de la Cour des comptes, ce sont au total 34 millions d'euros de frais d'enquête qui ont été perçus selon des critères discrétionnaires.



Michel Gaudin. © Reuters

La chose est sans précédent. Plusieurs membres émérites du corps préfectoral vont comparaître en correctionnelle, comme de vulgaires délinquants. Claude Guéant, Michel Gaudin, Daniel Canepa, Michel Camux et Gérard Moisselin, dont les états de service sont longs comme le bras d'un basketteur, seront jugés à partir de lundi, devant la XXXIIe chambre du tribunal correctionnel de Paris, pour des faits de « détournements de fonds publics », « complicité » et « recel ».

Ces cinq éminences sarkozystes ont fait l'objet d'une citation directe, délivrée en mai dernier par le parquet national financier (PNF), au terme d'une enquête préliminaire qui avait été ouverte en juin 2013 (initialement par le parquet de Paris). Le dossier concerne les fameuses primes en espèces que s'octroyaient généreusement certains membres importants du cabinet Sarkozy au ministère de l'intérieur, Place Beauvau, de 2002 à 2004, en les faisant prélever tranquillement sur l'enveloppe des frais d'enquête et de surveillance destinés aux policiers.

Ancien homme de confiance de Nicolas Sarkozy (il a été secrétaire-général de l'Élysée puis ministre de l'intérieur), Claude Guéant se voit reprocher d'avoir encaissé indûment, lorsqu'il était le directeur du cabinet Sarkozy Place Beauvau, des sommes en espèces estimées à 210 000 euros (initialement, les sommes reprochées étaient comprises entre 240 000 et 288 000 euros), cela à raison de 10 000 euros par mois entre juillet 2002 et mars 2004. Il sera jugé pour « complicité et recel de détournements de fonds publics ».

Michel Gaudin, alors directeur général de la police nationale (DGPN, avant de devenir préfet de police de Paris de 2007 à 2012), comparaitra en ce qui le concerne pour « détournements de fonds publics » (en tant que présumé auteur principal du délit), s'agissant des mêmes sommes et aux mêmes dates.

L'ancien haut fonctionnaire Daniel Canepa (préfet de la région Île-de-France de 2008 à 2012) sera jugé pour recel, ayant reçu, selon l'accusation, entre 21 000 et 28 000 euros en espèces quand il était directeur adjoint du cabinet Sarkozy (de 2002 à 2003). Idem pour les ex-préfets Michel Camux (chef du cabinet Sarkozy de 2002 à 2004) et Gérard Moisselin (directeur adjoint du même cabinet de 2003 à 2004), qui ont touché respectivement 42 000 et 18 000 euros, toujours selon l'accusation.

Un rapport d'inspection de juin 2013 avait révélé que Claude Guéant, alors directeur de cabinet du ministre de l'intérieur Nicolas Sarkozy, avait reçu, « à partir de l'été 2002 et au plus tard jusqu'à l'été 2004 », quelque 10 000 euros en liquide par mois, prélevés sur les frais d'enquête et de surveillance (FES) des policiers. Ce qui a valu à l'ancien ministre de l'intérieur ainsi qu'à Michel Gaudin, à l'époque directeur général de la police nationale (et aujourd'hui directeur du cabinet de Nicolas Sarkozy, après avoir été préfet de police de Paris), d'être entendus en garde à vue, le 17 décembre 2013.

La facture est en fait bien plus élevée. Selon un référé de la Cour des comptes rendu public le 4 mars 2014, ce sont au total 34 millions d'euros de frais d'enquête qui ont été perçus par le cabinet du directeur général de la police nationale entre 2002 et 2012 (où se sont succédé Michel Gaudin, puis Frédéric Péchenard). Quels en ont été les heureux bénéficiaires ? Selon quels critères ? La Cour des

comptes ne le précise pas, indiquant seulement que l'emploi de ces 34 millions d'euros fut « totalement discrétionnaire ». « Il n'en a été conservé aucune pièce justificative jusqu'en 2011 », précise la Cour (lire notre article ici).

« Certains ont considéré la police comme une vache à lait », avait déclaré à Mediapart un ancien collègue de Claude Guéant à l'Intérieur. L'affaire avait provoqué la colère de nombreux policiers, à qui la hiérarchie chipote leurs frais d'enquête et de surveillance, pourtant indispensables.

Claude Guéant est par ailleurs poursuivi pour « faux, blanchiment de fraude fiscale et fraude fiscale » dans l'affaire des 500 000 euros virés sur ses comptes en marge de l'affaire du financement libyen de la campagne 2007 de Nicolas Sarkozy, que l'homme de confiance de l'ex-président avait justifiés par une vente de tableaux très peu convaincante.

mediapart.fr

II) L'anti-cholestérol Praluent autorisé dans l'Union européenne

Par Marine Protais -

Sanofi et Regeneron ont annoncé, lundi 28 septembre, que la Commission européenne avait approuvé la commercialisation du Praluent dans l'Union européenne. Cet anti-cholestérol avait déjà été autorisé sur le marché américain en juillet.

La Commission européenne a autorisé la commercialisation dans l'Union européenne du Praluent de Sanofi et de son partenaire américain Regeneron, dans le traitement de l'hypercholestérolémie. Cette maladie se caractérise par un taux élevé de mauvais cholestérol. "Praluent sera proposé dans un stylo pré-rempli à dose unique que les patients s'auto-administrent", précisent les deux laboratoires dans un communiqué commun publié lundi 28 septembre. Le médicament sera disponible en deux doses de 75mg et 150mg.

"L'autorisation de mise sur le marché délivrée par la Commission européenne repose sur les données de 10 essais cliniques, dont cinq étaient contrôlés par placebo et cinq par ézétimibe (un autre traitement anti-cholestérol), assurent Sanofi et Regeneron. Les données montrent des réductions uniformes et robustes du taux de cholestérol-LDL chez les patients traités par Praluent comparativement au placebo ou à l'ézétimibe, en complément d'un traitement standard qui incluait des statines à la dose maximale tolérée."

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), c'est en Europe que la prévalence de l'hypercholestérolémie par habitant est la plus élevée du monde (54 %), suivie de la région "Amériques" (48 %). Le Praluent a obtenu l'autorisation de la Food and drug administration en juillet 2015 pour sa commercialisation aux Etats-Unis.

Sanofi et Regeneron évalue l'efficacité du Praluent dans le traitement des maladies cardiovasculaires. Les résultats sont attendus pour 2017.

Marine Protais

usinenouvelle.com



III) Les antibiotiques redeviennent automatiques

Par Eric Favereau



Des boîtes d'antibiotiques. Photo Mychele Daniau

Le Dr Carlet a rendu un rapport alarmant à la ministre de la Santé sur la montée de la résistance bactérienne, notamment due à la surconsommation d'antibios. Elle causerait 12 500 morts par an.

«Les antibiotiques, c'est pas automatique.» On se souvient de l'amusant slogan, lancé par l'Assurance maladie en 2002, pour combattre la prescription trop systématique de cette classe de médicaments. Bonne idée, mais aujourd'hui, si rien ne change, ce sont les résistances aux antibiotiques qui vont être automatiques, et là c'est beaucoup moins drôle.

La semaine dernière, le Dr Jean Carlet a ainsi rendu public les résultats de sa mission sur ce sujet. Et ils sont alarmants. Surtout, la situation ne s'améliore pas. «La résistance bactérienne aux antibiotiques est devenue un grave problème de santé publique qui progresse très rapidement.» En France, chaque année, ce sont plus de 150 000 patients qui développent une infection liée à une bactérie multirésistante, et plus de 12 500 personnes en meurent. A ce coût humain s'ajoute bien sûr un coût économique, porté par la surconsommation française d'antibiotiques : cancre européen, la France dépense 71 millions d'euros de plus que ses voisins en antibiothérapie

en ville (par rapport à la moyenne européenne), et même 441 millions de plus que la moyenne des pays les plus vertueux.

Et le problème est que cette surconsommation est répartie à la hausse, comme l'a pointé le professeur Antoine Andremont, chef du service de bactériologie de l'hôpital Bichat à Paris, dans son ouvrage Antibiotiques, le naufrage, notre santé en danger. «La consommation globale de ces médicaments avait enregistré, entre 2000 et 2004, un mouvement continu de baisse, avec une baisse de 18,9%, avant une évolution "en dents de scie", entre 2005 et 2009. Depuis 2010, on observe une tendance à la reprise qui se confirme chaque année, avec une hausse de près de 6%.» Ces abus ont des conséquences directes : le développement de la résistance bactérienne, et donc la perte d'efficacité de ces médicaments qui avaient pourtant révolutionné la médecine au XXe siècle. Un exemple, donné par le professeur Andremont : la montée des résistances pour une pathologie banale, les infections urinaires chez la femme.

Vers une dégradation

Aujourd'hui, ce sont plusieurs dizaines de milliers de malades qui sont devenus résistants. Et cette foule reste silencieuse, beaucoup de ces infections étant d'origine nosocomiale, donc contractées à l'hôpital. Bien souvent, pour ces patients, ce sont des semaines d'hospitalisations et de douleurs chroniques.

Comment expliquer ce fiasco ? «La lutte contre la résistance bactérienne ne peut plus se limiter uniquement à l'indispensable évolution vertueuse des prescriptions des professionnels de santé», tranche dans son rapport le Dr Carlet qui note que certes, il y a une surconsommation tant en médecine humaine qu'animale, mais à cela s'ajoutent des effets écologiques liés à la dispersion de résidus d'antibiotiques dans l'environnement. «La pollution des différents réservoirs de vie par les activités humaines favorise la sélection des résistances dans les milieux naturels agressés, ajoute-t-il. Par ailleurs, il est important de ne pas restreindre les réflexions sur l'antibiorésistance uniquement à l'utilisation des antibiotiques. L'utilisation immodérée des désinfectants et biocides, y compris par les particuliers, pourrait participer à la sélection croisée des résistances.» Face à ce bulldozer de consommation, la réponse des industriels est paradoxale. «Les antibiotiques sont des produits de haute technologie mais leur prix est peu élevé

et leur utilisation doit être limitée. Aujourd'hui, investir dans l'innovation antibactérienne n'est pas toujours rentable.»

Dans son rapport, le Dr Carlet formule des recommandations avec pour objectif une baisse de consommation d'antibiotiques de 25% en France. «Face à l'importance et à la complexité des enjeux, un audacieux programme doit associer les pouvoirs publics et les acteurs de la santé publique, de l'environnement et de l'industrie», insiste-t-il. Entre autres, il recommande la création d'un comité interministériel, mais il voudrait aussi que la lutte contre l'antibiorésistance soit reconnue comme «grande cause nationale» en 2016. «Sans la mise en place effective de ces mesures phares, la situation ne pourra que se dégrader», conclut le Dr Carlet.

Eric Favereau



IV) Le parti de Sarkozy spécule sur la victoire des Le Pen

Thibaut Pézerat envoyé spécial

Marine Le Pen et sa nièce Marion remportant chacune une région en décembre prochain ? Certains élus LR réunis à Reims pour leurs journées parlementaires, ne le redoutent pas.



Le parti de Sarkozy à Reims, septembre 2015 - ALCALAY SARAH/SIPA

Chez « les Républicains », on ne sait jamais trop quelle est la part de sincérité, quelle est celle de calcul. On ne sait donc pas si l'hypothèse d'une victoire du FN aux régionales les terrifie ou les excite. Ce que l'on sait en revanche, c'est que beaucoup, en ces journées parlementaires du parti à Reims, n'ont que le mot « Le Pen » à la bouche.

Marine au Nord, Marion au Sud, et ces yeux teintés d'horreur lorsqu'est évoquée la possible victoire des deux femmes en décembre prochain. Et pourtant, l'insistance de certains à en parler, deux mois avant, pourrait laisser penser qu'ils appellent de leurs vœux. Ainsi, Bruno Le Maire tire déjà les conclusions du match : « si le FN gagne, ne serait-ce qu'une seule région, la droite ne pourra pas dire qu'elle a gagné. » Il s'en défend, mais difficile de ne pas voir ici l'ancien ministre de l'Agriculture savonner la planche de son président de parti. Priver Nicolas Sarkozy d'une éclatante victoire aux régionales n'est-il pas le meilleur moyen de lui faire louper le début des primaires ?

Un ancien ministre, filloniste de son état, est également peu optimiste pour l'issue des élections: « Si Marine Le Pen gagne, elle prend une option sérieuse pour le second tour de la présidentielle. Si Marion Maréchal-Le Pen gagne en PACA, il sera impossible de prétendre à une victoire. » Las, les ténors de la droite connaissent trop bien la vie politique et ses commentateurs pour savoir qu'une victoire du FN, ne serait-ce qu'une seule sur treize régions, gâcherait la fête, voire l'annulerait tout court.

« Séisme politique » pour Le Maire, « catastrophe pour la France » selon la sénatrice juppeiste Fabienne Keller, la victoire de Marine Le Pen n'en est pas moins « entrée dans les mœurs » à l'ex-UMP, si l'on en croit un ténor du parti. Un sénateur proche de Nicolas Sarkozy place à huit régions repeinte en bleu le seuil minimal pour la droite.

Comme s'il voulait dédramatiser la question, Nicolas Sarkozy, n'a qu'à peine évoqué le sujet dans son discours de clôture. C'était pourtant lui qui, il y a quelques semaines, admonestait ses futurs adversaires en ces termes : « les régionales d'abord, la primaire ensuite. »



V) Régionales : le PS face au dilemme du front républicain

Les élections régionales s'annoncent d'ores et déjà compliquées pour le Parti socialiste, qui devra se prononcer sur sa stratégie de second tour en cas de possible victoire du Front national.



Jean-Christophe Cambadélis et Manuel Valls à La Rochelle fin août. (Abaca)

Les listes ne sont pas encore bouclées, mais déjà une interrogation prédomine. Le PS appellera-t-il au front républicain en décembre prochain lors des élections régionales, en cas de duel Les Républicains - Front national? Se retirera-t-il pour ne pas que le parti d'extrême-droite, bien placé dans les sondages, l'emporte? Jusqu'à présent, les socialistes avaient toujours tranché cette question par l'affirmative, reprochant souvent à l'UMP de l'époque son positionnement du "ni-ni". Mais cette fois, alors que les élections régionales s'annoncent difficiles pour le PS, il pourrait en être autrement.

"Là où il y aura un risque majeur d'avoir le Front national à la tête des régions, il faudra se retirer", a déclaré dimanche Anne Hidalgo lors de l'émission Le Grand Rendez-vous Europe1/Le Monde/iTélé, défendant sans ambiguïté la stratégie du front républicain. "Je préfère aucun socialiste dans un exécutif plutôt que le Front national à la tête de ces exécutifs", a ajouté la maire de Paris.

Trop tôt, pour Claude Bartolone

Une prise de position que ne partage pas Claude Bartolone, tête de liste socialiste en Ile-de-France. "Franchement, j'ai beaucoup d'amitié pour Anne Hidalgo (...) mais vraiment je pense que c'est une erreur d'aborder cette question maintenant", a déclaré le président de l'Assemblée nationale

lundi sur Europe 1. "Si vous dites à des électeurs 'venez voter pour moi mais je vais me retirer', ils vont se dire : autant voter pour ceux qui vont rester", a-t-il développé. Si "on veut éviter" cette situation, "il faut que les électeurs et les électrices de gauche qui se sont éloignés des urnes reviennent (...) Tout va dépendre de la mobilisation des électeurs de gauche", a poursuivi Claude Bartolone.

Même point de vue du côté de Christophe Borgel, le secrétaire national du PS en charge des élections. "Battons-nous pour que la gauche l'emporte, avant de dire qu'elle doit s'effacer", explique-t-il dans Le Parisien.

La "responsabilité de la gauche : être capable de s'unifier"

Mi-septembre, le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis avait pris ses distances avec le "front républicain", affirmant qu'au soir du premier tour, la "responsabilité de la gauche ne sera(it) pas de se retirer mais d'être capable de s'unifier". "Les déclarations extrémistes de Christian Estrosi (tête de liste LR en Provence-Alpes-Côte d'Azur, Ndlr) et de Xavier Bertrand (tête de liste LR en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, Ndlr) sur les réfugiés empêchent désormais le Front républicain", avait-il déclaré dans Libération, à la question de savoir s'il appellerait ses troupes à se retirer si elles arrivent en troisième position au premier tour des régionales.

"Les lignes ont bougé dans le parti"

Jeudi, lors de l'émission Des paroles et des actes, Manuel Valls a, lui, déclaré que "tout sera fait" pour empêcher la victoire du FN dans certaines régions, appelant la gauche à l'unité et la droite à "ne pas courir derrière le FN". Mais le Premier ministre n'a pas donné davantage de précisions, refusant de s'exprimer sur un désistement de la gauche en cas de danger de victoire de l'extrême droite. "Les lignes ont bougé dans le parti, où 50% sont pour le front républicain et 50% ne le sont plus", avançait quelques jours auparavant un cadre du parti interrogé par l'AFP.

"Ce n'est pas parce que vous arrivez troisième que vous êtes obligés de vous retirer. Si vous arrivez troisième au soir du premier tour et qu'avec l'apport des deux autres listes PC et Verts, vous avez une dynamique qui vous permet d'être devant, c'est autre chose", affirmait cet été Manuel Valls sur ce sujet.

Au cas par cas : maintien, désistement, voire accord technique avec la droite? Il y a quelques jours, lorsqu'un ministre anonyme avait proposé - en off - de réaliser ces accords de second tour avec le droite pour contrer le FN, Jean-Christophe Cambadélis avait vivement refusé, via Twitter : "Le ministre anonyme qui propose la fusion suicide au 2e tour des régionales avec Estrosi ou Bertrand, soit il se nomme, soit il se la ferme."

Mais se retirer a aussi un coût financier, puisque cela signifie ne pas avoir d'élus sur un territoire. Or chaque élu reverse, en moyenne, 10% de son indemnité mensuelle aux fédérations, indique Le Parisien. Rien n'est encore réglé, et la question n'a pas fini de se poser.

Anne-Charlotte Dusseaulx - leJDD.fr



VI) Martine Aubry heureuse, loin d'Emmanuel Macron



Martine Aubry, vendredi, au milieu de l'installation de l'artiste coréen Choi Jeong Hwa. (Franck Crusiaux pour le JDD)

Martine Aubry ne regrette pas une seconde sa saillie contre le ministre de l'Économie. Mais la vie continue, dit celle qui a toujours rêvé d'être ministre de la Culture.

Le titre sonne comme un slogan : "Tu dois changer ta vie!". L'injonction est, au fond, une méthode antimorosité, une manière de vivre malgré la crise, de renaître quand tout va mal. "C'est une adresse à chacun d'entre nous, il faut se dire, quand tout ne va pas très bien, qu'il y a des petits moments de bonheur partout", raconte Martine Aubry en inaugurant samedi matin au Tripostal l'exposition qui porte ce nom.

S'en sortir en faisant attention aux autres est une attitude typiquement aubryste. La maire de Lille s'arrête devant l'œuvre de la jeune Australienne Angelica Mesiti. Martine Aubry regarde la vidéo d'un chauffeur de taxi, ex-réfugié qui siffle dans sa voiture, puis celle d'un aveugle qui chante dans le métro parisien. Ils sont heureux. Elle aussi. "Ça donne le sourire, ça rend joyeux", souligne-t-elle. Magie de l'art. Elle lance Renaissance, la nouvelle saison de Lille 3000.

"La culture, pour moi, c'est à la fois donner une fierté aux gens, partager des émotions, apporter la joie, la fête. Et, en même temps, les artistes contemporains interrogent notre monde, nous amènent à nous poser des questions, à réfléchir à l'avenir", confie Martine Aubry au JDD. La politique par une autre voie, en somme. "La culture est au cœur de la politique, elle est encore plus nécessaire quand les gens se replient sur soi. Quand ça va mal, la culture est essentielle, elle permet d'être ensemble, de questionner l'avenir. J'aime cette phrase de Tadeusz Kantor : 'La culture, ça sert à rien, c'est comme l'amour'", poursuit-elle.

Elle a toujours rêvé d'être ministre de la Culture

En octobre 2012, pour le lancement de Fantastic, le chef du gouvernement, Jean-Marc Ayrault, et la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti avaient fait le voyage à Lille. Samedi, le gouvernement n'était pas là. Elio Di Rupo, ancien Premier ministre belge, assistait, lui, au lancement de cette édition de Lille 3000. "La Renaissance, c'était mettre l'homme au cœur, magnifier la nature, redonner un sens au progrès. Il faut trouver les réponses contemporaines à cette nouvelle Renaissance, un projet plus humain, moins financier, plus fraternel", explique Martine Aubry. En voyant les familles arpenter les maisons Folie ou la gare Saint-Sauveur, en observant les habitants se passionner pour des œuvres contemporaines, on se dit que Renaissance aurait dû se faire dans toute la France.

Martine Aubry a toujours rêvé d'être ministre de la Culture. Les artistes sont ses amis. Les théâtres et les musées, ses lieux de prédilection. Mais-Lionel Jospin, à l'époque, avait besoin d'elle comme ministre du Travail et des Affaires sociales. Quand on la regarde commenter les œuvres, parler avec les artistes, on repense à ce "tous les soirs, il faut que tu te tapes des spectacles. Et dis que c'est bien, que c'est beau" de François Hollande à Fleur Pellerin dans le film d'Yves Jeuland Un temps de président, et on mesure le fossé. Comme si, dans ce quinquennat, Martine Aubry n'aurait jamais sa place. "Martine résume la pensée de tout le monde"

Cette semaine en a encore apporté la preuve. "Macron, comment dire... ras le bol", la saillie lui est venue spontanément, mercredi, en réponse à une question de la presse. Spontanément et sincèrement. Elle aurait pu utiliser bien d'autres formules tant les idées de "Monsieur Macron" ne sont pas les siennes. Travail du dimanche, remise en question du statut des fonctionnaires : ils ne sont pas sur la même ligne. Martine Aubry est fatiguée de ses déclarations, comme beaucoup de gens à gauche. Et d'ailleurs elle a reçu de nombreux messages de soutien, de hauts fonctionnaires, de ministres. Jean-Christophe Cambadélis l'a reconnu publiquement : "La formule était un peu raide, mais je la crois partagée, y compris dans l'exécutif." Le patron du PS a mis les pieds dans le plat, énervé des critiques contre la maire de Lille alors qu'en privé le président de la République comme le Premier ministre lui avaient confié qu'ils étaient excédés par les sorties intempestives du ministre de l'Économie. "Martine résume la pensée de tout le monde", admet un dirigeant socialiste qui en a assez des petites phrases du ministre : "On connaît le système : transgresse et tu progresses. Rocard avait déjà fait ça, Ségolène faisait ça, Manuel l'a fait, et maintenant Macron le fait." "Il faut faire attention. Ça va un peu mieux, mais la situation peut exploser à tout moment. Si un mec se balade avec du gaz et un briquet dans la poche, ça fait des étincelles", regrette un autre dirigeant de la majorité.

LAPRESSEENREVUE.EU

François Hollande, qui avait sermonné Emmanuel Macron en privé, s'est contenté de dire, après le désormais célèbre "ras-le-bol" de la maire de Lille : "Le silence est d'or." Une remarque qui vaut pour Aubry, pour Macron? "Pour tous. Et même pour moi", a confié le Président en souriant. Mais en même temps, son ancien conseiller n'a nullement l'intention d'abdiquer. "François ne fait jamais taire personne, ce n'est pas un autoritaire. En fin de compte, il laisse faire la vie", résume un de ceux qui côtoient Hollande depuis trente ans. Martine Aubry, elle, ne regrette rien. Elle continuera à dire ce qu'elle pense. Lundi, elle accueillera à Lille 52 réfugiés syriens. La politique comme elle l'aime. Celle qui change la vie.

Cécile Amar, envoyée spéciale à Lille (Nord) - Le Journal du Dimanche

leJDD

Pourquoi Macron prédit-il la fin de la zone euro ?



Emmanuel Macron a notamment plaidé pour un «Parlement de la

Emmanuel Macron a évoqué ce week-end une éventuelle disparition de la zone euro dans dix ans «si rien ne bouge». Une sortie qui n'étonne pas tellement les spécialistes.

«Si rien ne bouge, il n'y a plus de zone euro dans dix ans.» Des propos de moins en moins rares. Sauf qu'ils sont ici tenus par... Emmanuel Macron. Le ministre de l'Économie de François Hollande les a prononcé ce week-end lors d'un festival organisé par Le Monde où il était invité à

à s'exprimer. Le jeune ministre estime que «l'absence de proposition est un choix: c'est la sortie de l'euro». Une position qu'il aurait déjà assumée il y a quelques années, en privé, devant le président Hollande.

Ces déclarations sont plus ou moins partagées par les spécialistes. «Tous les économistes sérieux le savent et le disent depuis des années: la zone euro n'est pas viable dans la situation actuelle. Il n'y a que les gens qui sont dans l'idéologie qui pensent le contraire», répète l'économiste Jacques Sapir. L'argument est partagé par tous: une zone euro trop hétérogène et des écarts de richesse et de compétitivité trop importants. Le tout cultivé par l'absence d'une gouvernance économique commune.

Pourquoi un tel pessimisme sur la zone euro?

«La zone euro ne fonctionne pas complètement parce qu'il n'y a pas de stratégie commune, ni industrielle ni monétaire. Faute d'institutions, la zone euro ne marche pas sur ses deux jambes», assène de son côté Éric Heyer, directeur à l'OFCE. Face à cette incomplétude, les replis nationalistes s'intensifient. Peu sont prêts à abandonner une part de leur souveraineté et les stratégies deviennent de moins en moins coopératives. À l'origine de la zone euro, les économistes laissaient deux à trois ans après le lancement de la monnaie unique pour coordonner une Europe fiscale et sociale. «On pensait que ce n'était qu'un début et que ce modèle européen viendrait. D'autres pensaient qu'il n'y en avait même pas besoin», se souvient Éric Heyer.

Les discussions autour de ce scénario se font de plus en plus régulières. «Ce n'était pendant longtemps qu'un problème théorique mais la crise l'a remis sur la table très concrètement, notamment à partir de 2011 avec les problèmes de la dette publique», explique le prévisionniste.

C'est à ce moment qu'a débuté l'effet boule de neige. Alors que les finances publiques n'étaient pas plus déséquilibrées dans la zone euro qu'ailleurs, l'absence d'institution capable de gouverner a inquiété les marchés financiers qui ont vu arriver la faillite d'un pays de la zone euro. «Pour montrer patte blanche, les États ont adopté la stratégie de l'austérité plus qu'ailleurs avec le cercle vicieux et les résultats que l'on connaît», comment le chercheur à l'OFCE.

Comment a évolué la zone euro depuis sa création?

Personne ne peut calculer aujourd'hui le temps de répit, s'il en est, restant à la zone euro. «En 2008 déjà, beaucoup disaient que la zone euro ne passerait pas Noël chaque année», rappelle l'économiste Éric Heyer. Pour Jacques Sapir, c'est l'accumulation des crises qui rend de plus en plus plausible un scénario auquel on n'échappera pas, selon lui. «On voit bien qu'à chaque crise, un petit morceau se détache. Au début des années 2000, l'euro était très sous-évalué. On était sous la parité avec le dollar qui avantageait l'Allemagne et permettait à la France et l'Italie de suivre. L'euro a commencé à monter, engendrant de graves problèmes de compétitivité entre les pays du nord et du sud que l'on connaît aujourd'hui. Tout le monde pense que la situation s'améliore mais les Portugais sont à 7,6% de déficit budgétaire, ce qui n'est tout simplement pas tenable. On voit bien qu'on est confronté à une accumulation de problèmes insolubles si on est réaliste», affirme le fervent de la «démondialisation».

À l'inverse, Éric Heyer, directeur de recherche à l'OFCE, considère que les crises traversées par la zone euro l'ont poussé à se doter d'instruments nouveaux et, avec eux, un peu plus de solidarité. «Il y a toujours des 'réunions de la dernière chance'. C'est comme ça qu'on évolue, petit pas par petit pas. Jusqu'à quand? Personne ne le sait», commente-t-il. Les annonces sont là, les passages à l'acte beaucoup moins. Le mécanisme européen de stabilité tel qu'il existe «peut gérer la crise d'un petit pays comme la Grèce mais il n'a pas les moyens pour un pays plus important. De plus, ces mécanismes gèrent les crises d'endettement, mais pas les crises économiques. Or la première est une conséquence de la seconde», rétorque Jacques Sapir. Pour Jean-Paul Betbeze, membre du Cercle des économistes, c'est un combat politique à mener avec des réformes en profondeur. «Il est stratégique de réussir», assume-t-il.

«Certains pays ont la capacité de tuer la zone euro.»

Jacques Sapir, économiste

Les spécialistes les moins optimistes ne voient pas la zone euro durer encore dix ans. «Il faudrait des transferts entre États estimés à 350 milliards nets chaque année sur dix ans, contre 60 milliards actuellement, en provenance principalement

d'Allemagne, soit 10% de sa richesse nationale. Est-il crédible de penser qu'il y aura un jour une réforme des procédures au sein de la zone euro qui soit aussi fondamentale? La réponse est non. L'Europe n'a pas les moyens politiques d'exiger un tel effort de la part du gouvernement allemand», note Jacques Sapir. Dans ces conditions, les États ont tout intérêt à revenir à leur monnaie nationale, selon lui. «D'après l'OFCE, le simple fait que l'Allemagne n'ait pas réévalué ses salaires a coûté 800.000 emplois à la France», affirme l'économiste souverainiste.

L'analyste prévoit une disparition de la zone euro par effet cascade de la sortie des pays membres: «Certains pays, par leur poids, comme l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne, ont la capacité de tuer la zone euro. Les Italiens sont les premiers à constater que ce n'est plus possible. Le pays peut aujourd'hui décider de quitter la zone pour ses intérêts économiques. Si l'Italie sort, chacun comprendra que la zone euro est morte.»

Loïc Besson

lefigaro.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue

A Suivre...
La Presse en Revue